

La Turquie prend le relais à l'Isaf avec les parlementaires en ligne de mire

mardi 15 février 2005

KABOUL, 13 fév (AFP)

La Turquie a pris dimanche le commandement de la Force internationale d'assistance pour la sécurité en Afghanistan (Isaf), un mandat de six mois au cours duquel cette force pourrait avoir à sécuriser les élections parlementaires, tout en étendant sa présence à l'ouest du pays.

Après six mois à la tête de l'Isaf, le général français Jean-Louis Py, commandant de l'Eurocorps, a remis symboliquement lors d'une cérémonie à l'état-major de l'Isaf à Kaboul, le drapeau vert de cette force au général turc Ethem Erdagi, transmettant ainsi à la Turquie sa direction jusqu'en août.

Sous le commandement du général Py, l'Isaf, sous mandat de l'Otan depuis août 2003, a contribué à la sécurisation de l'élection présidentielle du 9 octobre.

Sous celui du général Erdagi, âgé de 56 ans et commandant du Corps de réaction rapide de l'Otan à Istanbul, cette force comptant quelque 8.000 soldats originaires de 36 pays dont 1.700 de Turquie devra en principe favoriser la sécurisation des élections parlementaires et locales.

« Je suis très honoré d'assumer le commandement de l'Isaf », a déclaré le général Erdagi en soulignant aussi que sous son commandement l'Otan s'étendra à l'ouest du pays, alors qu'elle est pour l'instant cantonnée à Kaboul et neuf provinces du nord.

Alors qu'elle tente de planifier ses opérations, l'Otan n'a pas manqué de rappeler aux ministres afghans assistant à la cérémonie - notamment les ministre de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères - que la date des élections doit désormais être fixée au plus vite.

« Nous comptons sur le gouvernement afghan et les agences internationales impliquées pour qu'ils décident le plus vite possible du calendrier des élections », a déclaré le général Gerhard W. Back, commandant des forces alliées pour le nord de l'Europe (Joint force command Brunssum).

Le scrutin devait en principe être organisé avant le 20 mai, mais un porte-parole de la présidence a récemment admis qu'il pourrait être reporté, sans pour autant dissiper le flou sur la date finalement retenue.

En janvier, le général Py avait déjà pressé les autorités d'annoncer une date et précisé que la tenue d'élections en août serait problématique car la force multinationale serait alors en pleine rotation de ses troupes.

Le représentant civil de l'Otan en Afghanistan Hikmet Cetin a déclaré à des journalistes en marge de la cérémonie que l'Otan a « très clairement indiqué aux autorités afghanes et à l'ONU que les élections doivent se tenir au plus tard la première semaine de juillet ».

Autrement, selon lui, elles devront être reportées à septembre, une fois que cette rotation sera achevée.

M. Cetin, comme le général Back, ont souligné qu'ils s'attendaient toutefois à une annonce « dans les jours à venir ».

Lors d'une conférence de presse à l'issue de la cérémonie, Ethem Erdagi a par ailleurs affirmé que l'Isaf disposerait de « suffisamment de troupes pour soutenir les élections ».

« Je ne me concentre pas tant sur le nombre de troupes que sur leurs capacités », a ajouté Gerhard Back en refusant aussi de se livrer à des estimations chiffrées et en soulignant que sa « mobilité aérienne », serait renforcée.

Lors de la présidentielle du 9 octobre 2004, l'Isaf disposait de près de 10.000 militaires.

Forte d'environ 8.000 soldats elle en comptera quelque 500 autres lors de son extension à l'ouest de l'Afghanistan, qui devrait intervenir « en mai-juin », selon le général Back.

Cette extension doit se faire par le biais de quatre équipes de reconstruction provinciale (PRT), dont deux existent déjà sous commandement américain et passeront sous contrôle de l'Isaf.

Ces équipes militaro-civiles combinent les tâches de sécurisation et les missions humanitaires.